

**Conseil communal du 5 juin 2025 – Questions et interpellations
Gemeenteraad van 5 juni 2025 – Vragen en interpellaties**

Q1. Question de Monsieur Linkowski relative à l'insécurité dans le quartier Van Meenen

Monsieur le Bourgmestre y répond

Q2 : Question de Monsieur Deneumostier concernant les conditions d'accès aux votes pour le budget citoyen

Monsieur le Bourgmestre y répond

Q3 : Question de Madame Chin concernant la perméabilisation des voiries

Madame Morenville y répond

Q4 : Mondelinge vraag van Mevrouw Milojkowic over de dienstverlening bij het gemeentehuis

Monsieur Ahruil y répond

Q5 : Mondelinge vraag van Mevrouw Suzanne Ryvers, Gemeenteraadslid, betreffende de sluiting van de Balder school

Mevrouw Salomez en Mevrouw François antwoorden erop

Question 1

Mme la Présidente: On arrive maintenant aux questions orales. Il y a cinq questions orales qui ont été déposées, et donc il y en a une qui a été déposée en néerlandais par Monsieur Fraiture, et donc je me réjouissais de l'entendre parler en néerlandais. J'ai compris, j'ai compris que c'était effectivement une erreur et que c'est donc madame Anna Milojkovic qui va poser la question en néerlandais. Et notre traducteur est avec nous. Donc ce sera tout à fait possible. Je donne donc la parole d'abord à Monsieur Janusz Linkowski. Je répète les temps de parole, c'est deux minutes pour la question, cinq minutes pour la réponse du collègue et une dernière minute de réplique du conseiller.

Janusz Linkowski: Monsieur le Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les Echevins. Donc, la situation aux abords de la place Van Meenen et de la station de métro Horta semble se détériorer de manière préoccupante. Plusieurs commerces, voitures ou habitations du quartier ont subi des cambriolages à répétition. Certains établissements présentent même désormais des portes renforcées par des planches en bois, des vitrines abîmées ou cassées, donnant au quartier une image d'abandon parfois inquiétante. La présence de personnes souffrant de toxicomanie lourde, notamment liée au crack, est en augmentation, entraînant un sentiment et une réalité croissante d'insécurité pour les riverains, les commerçants et les passants. La station de métro Hortavoit également se multiplier les situations de grande précarité, avec un grand nombre, avec un nombre élevé de sans-abris, y trouvant refuge et en parfois des situations délicates sur le plan sanitaire, mais aussi sécuritaire. Enfin, l'état général du quartier laisse à désirer, saleté chronique, tags omniprésents, poubelles débordantes et présence visible de rats. L'accord de majorité insistait pourtant clairement sur la sécurité, la tranquillité publique et l'amélioration de la propreté urbaine. Aujourd'hui, les habitants et les commerçants de la place Van Meenen et de ses environs attendent toujours de voir ces engagements se traduire de façon plus concrète.. Je souhaiterais dès lors interroger le collège. Quelles sont les mesures opérationnelles que le collège compte-t-il mettre en œuvre à court terme pour stopper cette détérioration rapide de la qualité de vie dans ce quartier central de notre Commune ? Comment la Commune entend-t-elle restaurer durablement et concrètement un climat de sécurité et de propreté autour de la place Van Meenen, dans la zone et dans la station Horta ? Pour cette dernière, comment collaborer avec la STIB ou des associations de terrain à cette fin.

Janusz Linkowski: Concernant la situation de grande précarité et de toxicomanie lourdes, quelles sont les actions prévues ou en cours pour accompagner ces personnes et prévenir les situations à risque et limiter l'impact sur la vie du quartier ? Une coordination est-elle prévue avec des services sociaux spécialisés, notamment des acteurs en matière d'études et de santé mentale ? Quels sont les moyens supplémentaires qui seront mobilisés spécifiquement pour renforcer la présence policière ? Les actions de prévention sociale et de l'entretien régulier de l'espace public. L'accord de majorité mentionnait notamment l'installation de caméras de sécurité ou en étant dans le quartier et à quel endroit seront-elles installées. Enfin, une communication ou une entrevue entre les pouvoirs communaux, la police, les commerçants est-elle prévue afin d'améliorer la coordination et la remontée des problématiques de terrain et la lisibilité de l'action publique ? Merci d'avance pour vos réponses précises sur ce sujet essentiel la qualité de vie des Saint-Gillois.

Mme la Présidente: Merci beaucoup, Monsieur Bourgmestre.

M. le Bourgmestre: Moi qui suis un utilisateur quotidien de cet espace et nocturne aussi, puisqu'il m'arrive de sortir tard et de rentrer tôt dans cet hôtel de ville, je n'y vois pas l'ambiance tout à fait anxiogène que vous décrivez par rapport à d'autres situations plus complexes que nous vivons sur notre territoire. Et donc j'aimerais vous rassurer sur la situation anxiogène que vous avez l'air de décrire. Nous avons dû récemment mener une opération à la station en retard, comme dans de nombreuses stations du réseau STIB ou avec les forces de police de la zone 12 h et de la D2 en particulier, opérées, puisqu'il y a un déplacement d'un certain nombre de publics, avait eu lieu suite à des interventions à l'appel des signaux aux alentours

de la porte de Namur. On a vu apparaître une population en grande errance apparaître dans la galerie du métro Horta que nous n'avions pas l'habitude de voir. Une opération a été menée, justement pour, réorienter ces publics, les inviter à ne pas faire usage de l'ascenseur comme lieu de vie et d'activités multiples et de consommation.. Il y a quelques temps, j'avais été sollicité, euh, cette action avec des travailleurs communaux, ceux de la STIB, avec un Cluedo, puisqu'il y avait un volet social aussi la police fédérale des chemins de fer en charge des stations et la police. Campagne j'ai subi d'ailleurs une campagne assez, euh, euh, dégoûtante, me qualifiant de vouloir faire des rafles alors qu'évidemment ce n'était pas la situation de sans-papiers des personnes qui étaient l'objet des poursuites, mais plutôt les déprédations, dégradations, agressions, défécation et autres problématiques qui étaient l'objet de la cible.

Et nous avons pu redresser quelque peu la situation. Un travail quotidien est toujours fait avec nos travailleurs sociaux pour orienter ces publics. L'approche a été double avec cette réorientation, et un travail a été effectué parce que de très nombreux jeunes enfants qui arrivent pour aller vers nos écoles et des familles des quartiers étaient confrontés à ce public à tout le moins problématique. Et seuls des contrôles d'identification aux personnes recherchées pour des faits, délits, agressions et porteurs d'armes et de stupéfiants ont eu lieu. Et donc seuls ces individus problématiques ont fait l'objet d'arrestation. Et l'ordre de mission ne portait aucune autre exaction à l'égard des sans-papiers ou d'une éventuelle chasse aux pauvres. Il n'y a rien de plus faux que ces allégations. Je vous remercie pour votre attention sur la sécurité du quartier, et le panneau que vous voyez sur l'établissement, juste devant l'hôtel de ville était jadis orné de la victoire de l'Union l'année dernière. Alors il est vrai que le panneau a été arraché, et donc il reste une planche en bois qui fait l'objet d'un tag. Nous avons lancé un budget de sécurisation avec mon collègue en charge du développement économique pour pouvoir aider à des investissements, pour refaire la serrure et la poignée de porte et éventuellement remplacer le vitrage.

C'est vrai que le gestionnaire, que nous connaissons bien, de guerre lasse, a décidé de laisser sa planche. J'en suis un peu déçu parce que c'est embêtant, mais il a donc laissé sa planche comme le propriétaire du coin de la rue d'Albanie qui aime bien ces tags. Et nous avons dans cette assemblée, décidé de ne pas poursuivre le propriétaire qui ne demandait même pas l'aide de la commune pour retirer des tags. Donc, j'ai vu votre campagne un peu puante pendant la campagne électorale, où vous aviez fait des captures Google avant et après pour dire que nous avions été laxistes sur l'entretien des façades à Saint-Gilles. J'avoue que ça, comme méthode de campagne, je n'ai pas encore beaucoup rencontré. Et donc ce propriétaire du coin de la rue de l'Albanie m'ennuie un peu, effectivement. Et d'autres endroits, nous nettoyons les tags et parfois l'entretien. Même un commerçant que j'ai incité à nettoyer plusieurs fois sa vitre ne l'a pas fait après qu'on ait remis à jour. Et de nombreux jeunes continuent à peindre des choses bizarroïdes sur les façades. Et il va falloir aussi que les propriétaires nous aident avec des produits qui deviennent de plus en plus performants pour nettoyer leurs vitres ou éventuellement mettre un peu de peinture sur leurs façades. Et donc, effectivement, nous travaillons avec les commerçants. Il y a un groupe de WhatsApp, des commerçants dont j'ai été admis, puis je m'en suis retiré parce qu'ils avaient quand même du mal à pouvoir se confier en présence de l'autorité.

Et les commerçants nous ont appelés effectivement sur deux individus particulièrement problématiques dans le quartier, qui ont fait l'objet d'une arrestation après des échanges réguliers avec les commerçants du quartier. Malheureusement, malgré l'évolution de la législation sur le diagnostic, le double diagnostic où une personne peut à la fois être consommatrice et à la fois avoir des problèmes de santé mentale qui posait problème, la personne a fait l'objet d'un X1, ce qui est super difficile à obtenir, même aujourd'hui, et une institution de santé mentale bien connue a décidé de nous rendre le monsieur une semaine après sa mise en situation de santé, estimant qu'il était sain d'esprit. Pourtant, nous le voyons régulièrement mettre des coups de boule aux passants et agresser les terrasses. Et il est de nouveau là parce que je suis allé le voir récemment pour lui demander d'arrêter d'embêter les gens. Mais le médecin en santé mentale trouve normal de mettre des coups de boule. Et donc

malheureusement, comme policiers, les policiers ont même suggéré aux commerçants de me demander de faire un arrêté de lieux. Ce que bien sûr, j'ai demandé aux policiers de me le demander directement, Ce qui serait plus simple puisque je relève ce que les commerçants demandent aux policiers. Donc autant que les policiers m'informent directement de ce qui leur demande de me demander. J'espère que vous avez suivi le fil de ma pensée, parce que c'est parfois complexe de voir à quoi je suis confronté.

Et donc, effectivement, nous avons fait un arrêté de lieux pour cet individu pour pouvoir l'arrêter à nous tous dès qu'il se livre à cet exercice. Il faudra un jour que les autorités judiciaires, le parquet, la justice et la santé mentale se mettent d'accord pour qu'on n'attende pas une agression hyper violente pour arrêter quelqu'un. Et donc tous les cafetiers, tenanciers et serveurs sont en contact direct avec moi et dès que le monsieur pointe son bout de son nez, j'appelle les services d'urgence plus vite que le 112. C'est assez stressant. Mais donc on parle de deux individus connus de nos services, arrêtés régulièrement et libérés régulièrement même après les faits d'agressions montrées sur vidéo des différents établissements. Donc rassurez-vous, la commune est aux côtés de ses commerçants et de ses habitants. A part courir derrière ce monsieur qui a déjà essayé de me taper, mais j'ai décidé de vieillir un peu et de mûrir. Je n'ai pas d'autres moyens que de demander à la police de l'arrêter. Et les cafetiers en ont marre de le voir en terrasse regarder les gens bizarrement en attendant qu'ils réapparaissent. Tout le monde. Donc pour le constat lucide en matière de détricotage des services publics, c'est clair que j'aimerais bien que nous ayons plus de forces de l'ordre. Et comme je l'ai dit dans la réponse précédente, ils sont occupés au football, à la prison, au parquet pour garder les prisonniers, aux manifestations, mais pas sur le terrain.

Donc, c'est vrai que j'aimerais que nous ayons le même financement de la norme quelque des communes de Wallonie ou de Flandre. Mais malheureusement, à Bruxelles, nous n'avons pas droit à la même sécurité. Et donc c'est vrai que nous aimerions avoir plus de moyens financiers et humains pour pouvoir assurer la surveillance. La collaboration par contre, avec la STIB et l'OPC, la police est beaucoup plus constructive. J'ai des échanges réguliers et d'ailleurs on a associé le monsieur de la police fédérale des transports en commun à notre réunion hebdomadaire avec les forces de l'ordre, pour justement coordonner l'action en surface comme en souterrain. Certaines zones ont le loisir de pouvoir, vu qu'ils ont suffisamment de policiers, de les affecter en souterrain. Mon collègue d'Etterbeek peut mettre deux agents en permanence dans la station. Je n'ai malheureusement pas ce luxe financièrement ni humainement, mais j'aimerais bien. Et donc l'idée de travailler avec les zones bruxelloises et la zone, enfin plutôt l'OPC, qui est le service de la sécurité des métros et des chemins de fer, est une revendication des 19 bourgmestres. On peut constater par contre, une diminution de 10 % des faits enregistrés dans le quartier menaces et ivresses et une augmentation des appels de 17 % par rapport au tapage nocturne, musique de personnes sur le coin chaussée de la chaussée de Waterloo. Autant vous dire que nous travaillons sur la chaussée avec les commerces pour réduire les nuisances sonores de certains établissements qui s'évertuent à ne pas respecter le sommeil de leurs voisins.

On est en train de revoir les différents secteurs d'intervention pour une meilleure gestion quotidienne. On a renoué avec les opérations quartiers propres et les quartiers qui souffrent plus de malpropreté bénéficieront plus souvent de ces interventions. Madame Nekhoul est également en discussion avec la BP pour revoir structurellement ce qui doit être amélioré. On place des caméras temporaires pour choper les ceux qui jettent des déchets à toute heure du jour et de la nuit. Et on est en train de travailler vraiment en concertation avec le secteur Horeca, sur la chaussée d'Alsemberg, mais aussi avec les différents établissements du Carrefour qui connaît une recrudescence d'activité Horeca pour justement veiller à la tranquillité, y compris sur des mesures à l'égard de fausses librairies qui délivrent des gaz hilarant et des boissons à toute heure du jour et de la nuit, en grande quantité pour faire du shopping, et qui mettent le monsieur dans un drôle d'état parce qu'il est complètement défoncé sans même fréquenter les terrasses. A votre disposition et à celles des concitoyens du quartier pour organiser une rencontre avec les commerçants. Le quartier Van Meenen comme le

quartier de la Chaussée d'Alseberg ou de la chaussée de Waterloo, ne font aucunement l'objet d'un abandon des forces de police et de sécurité et de propreté.

Mme la Présidente: Merci beaucoup, Monsieur le bourgmestre. Je crois que vos cinq minutes sont deux fois plus longues que les miennes. Je redonne la parole à Monsieur Linkowski. Vous avez une minute ?

Janusz Linkowski: Merci, Monsieur le bourgmestre. J'ai entendu beaucoup de réponses satisfaisantes. Par contre, quand vous dites qu'il n'y a pas de situation anxiogène dans le quartier, je pense que, en tout cas, de nos retours de terrain, il y a des problèmes. Je pense qu'on est en terrasse sur la place Van Meenen, non ? Il y a souvent, on est souvent importuné, il y a souvent des situations assez difficiles. Donc il y a un réel problème. Le café que vous mentionnez à la porte en bois a été cambriolé déjà treize fois en un an. Je pense que le patron ne porte même plus plainte tellement c'est chaque fois la même chose, donc ça laisse un sentiment d'insécurité et de et de problématique. J'avais deux questions que de réponses où je n'ai pas été très satisfait, c'est sur les caméras de sécurité. Vous avez mentionné qu'il y en avait des temporaires. Je veux savoir combien et où. Et pour la station Horta, je n'avais pas très bien compris non plus quelle va être la situation concrète. Qu'est-ce qu'on peut répondre aux citoyens qui vont dans cette station de métro ou quand, par exemple, parfois, on doit aller retirer du cash ? C'est le seul Mister Cash du quartier où on a quelqu'un en train de fumer du crack à côté quand on a des enfants. Donc c'est quand même, vous conviendrez, pas une situation acceptable. Je sais que ce n'est pas votre faute à vous, c'est multifactoriel, mais qu'est-ce qu'on répond aux citoyens ? Qu'est-ce que concrètement va être fait pour pouvoir nettoyer ou en tout cas permettre qu'il y a une meilleure situation dans cette station de métro ? Merci.

M. le Bourgmestre: Mais que vous soutenez votre bourgmestre dans l'idée que la fusion des zones de police est une très mauvaise idée, qu'il faut renforcer absolument Le SPC, la police fédérale qui s'occupe des chemins de fer et des métros pour que la sécurité soit assurée dans les métros, qu'il y a effectivement trop peu d'agents qui doivent gérer les 77 stations bruxelloises et toutes les gares, dont trois gares internationales avec un personnel insuffisant, et qu'effectivement ce serait super qu'il puisse être rattaché aux zones de police. Je pense que c'est la seule idée de la réforme de police auquel nous adhérons tous, c'est que nous ayons un renfort de l'OPC. Et pour le fait d'appeler, je suis d'accord, je vous présenterai l'officier régimentaire qui est débordé, qu'on adore. En fait, il est dans la même situation que notre zone de police, il n'a pas assez d'argent pour agir sur toutes les problématiques. Et je vois que vous aimez le bon vin, puisque le monsieur qui se fait agresser, je lui ai proposé la prime et effectivement c'est insupportable. On a des gens dans une très très grande précarité qui se rendent coupables de vols et qui sont sans papiers faute d'un accueil ou d'une aide sociale digne, et donc ils se livrent à des exactions. La pauvreté est un vrai problème.

Mme la Présidente: Merci Monsieur le bourgmestre.

Question 2

Mme la Présidente: Je vais passer à la question suivante et je rappelle les temps de parole. Donc c'est deux minutes par conseiller, cinq minutes de réponses par le collège et une minute de réplique. Et le but n'est pas de reposer des questions et de re donner des réponses par après. Merci de respecter ça. Et donc je donne la parole à Monsieur Guillaume Deneumostier.

M. Guillaume Deneumostier: Merci, madame la Présidente. Dans le cadre des contrats de quartier midi, un budget de 300 000 € est dédié à des projets de citoyens ou d'associations. La commune a décidé d'attribuer ce budget en organisant un vote populaire pendant un mois. Plusieurs dizaines de projets sont en lice et la compétition s'annonce serrée vu la motivation des acteurs, le travail fourni et les montants en jeu. Il est donc important que les règles du jeu soient scrupuleusement respectées. Justement, il était prévu que seuls les habitants du quartier puissent voter via la plateforme publique fédérale Mon opinion, c'est en tout cas ce que disait le site Internet et la délibération que nous avons voté il y a quelques mois. Or, dans les faits, il apparaît que tout le monde peut voter. Il suffit de s'enregistrer sur la plateforme à l'aide d'une adresse électronique à confirmer. Mais que s'est-il passé ? Avez-vous averti les participants de cela ? Comment allez-vous faire pour vous assurer que les règles du jeu qui avaient été fixées seront respectées ? Merci.

Mme la Présidente: Merci beaucoup, Monsieur le bourgmestre.

M. le Bourgmestre: Madame la Présidente, merci pour votre appel. Je vais mettre un. Vous aviez aussi fait des promesses électorales, madame la Présidente. Vous aviez dit qu'on aurait des minuteurs pour pas tricher. Donc, je vais appuyer sur le bouton quand je commence. Non, non, ça ne compte pas. Je vous invite à recevoir des éléments de réponse ci-dessous. Merci, Monsieur le conseiller. Je vous remercie pour votre question qui touche au cœur du processus démocratique que nous mettons en œuvre dans le cadre du budget citoyen du Contrat de quartier durable. Ce budget citoyen, une première à Saint-Gilles, a été co-construit par l'administration communale avec le soutien du bureau spécialisé 21 Solutions. Il repose sur l'analyse approfondie d'expériences participatives menées tant en Belgique qu'à l'étranger. Nous avons volontairement élargi notre regard pour tirer les meilleures leçons de ces démarches et les adapter aux réalités spécifiques du quartier du midi. Ce quartier présente en effet des enjeux particuliers forte densité, grande diversité culturelle, précarité marquée et éloignement relative vis à vis des dispositifs participatifs traditionnels. C'est pourquoi nous avons fait un choix stratégique clair favoriser l'inclusion tout en assurant un cadre sécurisé. Le vote se déroule par mon opinion : Saint-Gilles, une plateforme publique fournie par le SPF BOSA, conformément à ses conditions générales et au règlement du budget citoyen midi initié dans le cadre du contrat de quartier durable et subventionné par le vote, est réservé aux habitants du périmètre concerné.

La plateforme prévoit notamment un compte personnel unique par personne physique validé par email, l'interdiction des comptes multiples sous peine de suppression et en cas de doute, des moyens techniques de vérification dont seul le SPF peut faire usage, l'administration communale n'ayant pas légalement accès en raison du RGPD. Nous sommes conscients que certains dispositifs peuvent renforcer la sécurité, mais au détriment de la participation. C'est le cas d'un projet pilote mené à UC qui a imposé l'identification via ITSME. Si cela permettait de limiter le vote à une commune. Cela restait inadapté à une échelle plus fine comme celle d'un quartier. Le refus. Le résultat fut sans appel, une baisse de participation de 40 %. Cette fonctionnalité a d'ailleurs été abandonnée depuis par les autres communes. Une autre option aurait été l'envoi postal du code d'accès individuel, ce qui aurait accentué la fracture numérique et exclut de facto des personnes déjà vulnérables, sans abri, sans papiers et en difficultés administratives. Nous avons donc fait un choix assumé de préserver l'accessibilité sans renoncer à la fiabilité. Il est vrai qu'il pourrait, dans ce cas très marginaux, y avoir des votes émanant de personnes situées hors périmètre. Cela reste à ce stade une hypothèse non confirmée. L'estimation maximale théorique que nous avons posé est de 113 votes, ce qui représente moins de 1 % de la population du périmètre et n'a pas été atteinte.

Ces éventuelles anomalies seront prises en compte dans notre analyse comme biais de représentativité sans impact significatif sur les résultats. Par ailleurs, chaque votant doit attribuer trois voies, empêchant ainsi la concentration sur un seul projet. Des vérifications sont menées sur le terrain à travers des permanences locales et des contacts directs. Nous nous assurons que les personnes résidant bien dans le périmètre concerné. Ce travail de sécurisation est accompagné d'une mobilisation remarquable et à ce jour, nous constatons une participation dynamique grâce à une campagne de communication d'envergure. L'envoi d'invitations nominatives à l'ensemble des ménages du quartier et surtout l'implication directe des porteurs de projets qui agissent comme des relais actifs et précieux auprès des habitants. Ils font eux même campagne après une mobilisation dans cette même salle par Monsieur l'Echevin aujourd'hui excusé. En résumé, le processus est rigoureusement encadré, les règles sont respectées, la participation est à la hauteur de nos attentes. Nous restons bien entendu vigilant, prêt à ajuster le dispositif si nécessaire. À ce stade, aucune dérive majeure n'a été constatée. Ce budget citoyen constitue un levier important pour renforcer la démocratie locale dans un esprit d'ouverture, d'équité et de proximité. J'espère que vos inquiétudes ne jetteront pas l'opprobre sur un dynamisme et une volonté de notre Echevin. Et je tiens à préciser que dans mon invitation à voter, j'habite dans le périmètre, donc je n'ai pas triché. Donc voilà.

Mme la Présidente: Merci beaucoup, Monsieur le bourgmestre. Une minute de réplique.

M. Guillaume Deneumostier: Oui. Merci pour votre réponse, Monsieur le bourgmestre. Mais du coup, parce que vu les montants qui sont mis en jeu, nous on est quand même vachement... On est quand même un peu inquiets parce que ça pourrait... Ça veut dire qu'il y aura quand même des gens qui pourraient mobiliser leur réseau en dehors de la commune de Saint-Gilles pour pouvoir avoir des voix supplémentaires, et ça me paraît un peu compliqué de pouvoir vérifier les noms de chaque personne qui a voté pour s'assurer qu'elles ne vivent pas en dehors de la Commune. Donc moi, je reste quand même un peu perplexe par rapport à ça. Et nous, on est très soucieux que le collège fasse correctement le travail par rapport à ça, parce que c'est quand même des montants assez importants. Merci.

Mme la Présidente: Merci beaucoup.

Question 3

Mme la Présidente: On passe à la question numéro trois de madame Chin.

Mme Laurence Chin: Alors, la gestion des eaux pluviales devient une priorité pour les autorités communales. A raison, il convient de faire face aux risques accrus d'inondation et d'infiltration chez les habitants. Et de nombreux dispositifs existent. Ainsi, des travaux importants comme ceux prévus à la rue Emile Féron et la rue Joseph Claes ou à l'avenue du Parc sont justifiés par cet objectif, notamment en particulier en ce qui concerne le choix de supprimer de très nombreuses places de parking. Afin de pouvoir créer des fosses verdurisées options de rendre les places de stationnement perméables, par exemple grâce à des pavés aux joints larges, ainsi que la réalisation de couches drainantes sous la surface de toute la voirie ou au niveau des places de stationnement font partie des solutions recommandées par Bruxelles Environnement. Ces solutions alternatives ont-elles été étudiées dans le contexte du projet Féron Claes ou l'avenue du Parc ? Quelles en sont les conclusions scientifiques ? Quelle est la position du collège concernant ces alternatives ? Pourquoi ces solutions ne sont-elles pas implémentées lors des gros travaux de voirie comme ceux de la rue de la Victoire, une importante artère de Saint-Gilles. Qu'a fait le collège pour qu'elle soit mise en place ? Le collège est-il d'avis que cela aurait dû être le cas ? Et sinon, pourquoi de très nombreux avaloirs sont bouchés, ce qui fait courir un risque important d'inondation et d'infiltration.

Le collège est-il conscient de cette situation. Le collège juge-t-il que ce dispositif ne soit pas la solution principale de lutte contre les inondations et les infiltrations ? Cette situation est-elle monitorée selon les estimations, combien de avaloirs devraient être nettoyés ? Pourquoi cette situation perdure-t-elle ? Merci. Merci beaucoup, madame Morenville.

Mme Catherine Morenville: Je mets en route aussi mon compteur. Hop ! Voilà. Alors, merci pour votre question. Alors, la prévention des inondations est évidemment au cœur de nos préoccupations en matière d'aménagement de voirie, tout comme celle d'ailleurs du stress thermique qui est un tueur silencieux dont on parle beaucoup moins, mais parce qu'il est moins spectaculaire, mais tout aussi préoccupant dans nos quartiers et particulièrement dans le bas de Saint-Gilles. Je ne suis pas responsable des projets de rue apaisé que vous évoquiez, c'est à dire pour la rue Féron et la rue Claes dans le cadre du contrat de quartier. C'est donc Monsieur Stevens. Mais en son absence, je vais je vais répondre pour lui. Il s'excuse de ne pas être là ce soir. Et donc c'est le bureau d'architectes bio qui intègre en effet le concept de voirie pour les rues. Émile Ferron et Claes. Ce sont des sortes de bassins d'oranges, d'oranges, pardon d'orage sous la voirie pour retenir l'eau et ainsi désengorger les égouts. Donc c'est bien prévu dans C'est Dans ces projets-là, c'est une solution qui est assez séduisante et intéressante, notamment dans la lutte climatique, mais qui est aussi très coûteuse et complexe et qui doit être envisagée, qui est envisagée au cas par cas.

Ça dépend aussi de la situation de la rue, de sa pente, etc. Ce n'est par exemple pas possible dans les rues en pente, et c'est également techniquement très difficile à mener en raison de la présence d'un pétrole dans le sous-sol qui est envahi de câbles et de tuyaux divers gaz, distribution, télécoms, lignes à haute tension en services, mais aussi des installations anciennes abandonnées, parfois toujours sous tension. Ce type d'aménagement est encore assez expérimental. On n'en a pas encore à Saint Gilles, mais nous sommes, comme je vous le disais, en train d'en mettre en place pour tous les nouveaux réaménagements. Et ça n'est possible que lors des réaménagements qu'on dit de façade à façade, avec des moyens supplémentaires comme c'est le cas lors des contrats de quartier ou de projets de Bruxelles Mobilité et de la STIB. Dans le cas de la rue de la Victoire que vous évoquez, il s'agit d'un chantier de réfection des égouts, mais qui est mené par Vivaqua. Il n'était pas question d'un réaménagement de façade à façade. On ne prend pas les trottoirs ni les places de stationnement en compte. On ne touche qu'aux égouts et on remet une couche d'asphalte. Et c'est mené par Vivaqua. Donc il n'y a pas eu un réaménagement fait par ou prévu par la commune ? C'est un chantier pour vivre quoi, qui coûte déjà 10 millions d'euros, plus 350 000 € pour refaire l'asphalte au-dessus.

Et donc, à titre de comparaison, si on avait dû implanter cette technique pour la rue de la Victoire en voirie drainante, c'est à dire un revêtement sol perméable en pavés drainant le prix serait à dix fois supérieur à celui de l'asphalte, comme il a été fait maintenant, et comme la voirie en plus est en très forte en pente. Vous voyez la rue de la Victoire ? Ça n'est pas cette technique-là n'était pas indiquée. Il n'était pas indiqué de faire une voirie stockant à la rue de la Victoire. Et donc, je le répète, ce n'était pas un réaménagement de façades à façades. Les nouveaux jardins de pluie sont beaucoup plus faciles à mettre en œuvre pour un résultat identique et pour des - pour des aussi pour des rues qui sont en pente et elles sont hyper pratique pour collecter l'eau lors des pluies diluviennes et la retenir afin qu'elle ne file pas à l'égout. Alors la commune a déjà mis en œuvre cette technique place Marie Janson. Il y a de nombreuses. Il y a de nombreux jardins de pluie. Il y a. La pluie ne va pas du tout à l'égout. Par exemple, à la place Marie Janson. Et on a globalement multiplié les initiatives pour des imperméabiliser l'espace public ces dernières années.

Si vous vous rappelez l'affreux revêtement de sol de la place des deux bancs, devant la vieille Chechette qui blessait les enfants, il a été complètement déminéralisé. Ainsi aussi, au niveau des abords des écoles, les crèches, rue Féron, rue du Tir à la crèche Jourdan, rue de Bosnie, place Bethléem. Sur cette Forest, rue de Danemark, ce sont tous des stationnements qui ont été désimperméabiliser et planter, notamment avec l'aide de l'asbl Laisse Béton, on a élargi de nombreuses fosses dans le même but rue de Savoie, Danemark, rue de Métal, rue du Tir et d'Irlande. On a aussi eu, avec la place Marie Janson, installée rue Jourdan et rue de Moscou. Les eaux pluviales sont aussi détournées. Et là, on a aussi des voiries drainantes, donc rue Jourdan et rue de Moscou. Et alors toutes les écoles pour le moment, qui ont eu leur parvis, qui ont été sécurisées, toutes les places avec les arceaux vélos ont fait place en fait à des stationnements avec des dalles imperméables, donc rue de Bordeaux, rue Kounen, rue de la Rhétorique, rue du Tir, rue Ferron, rue de Hollande et bientôt rue de la Victoire et Croix de pierre pour le lire. Alors tous les projets à venir intègrent cette réflexion sur la gestion des eaux pluviales Rue Vanderschrick, la zone de rencontre qu'on va bientôt aménager de manière provisoire ici, au début de l'été, l'avenue Demeur qui sera couplée avec le réaménagement de la place Van Meenen et la place Vendôme elle-même, la rue Moris, l'avenue du Parc et la Barrière.

Tout ça est fait avec ces techniques là en fait. Alors avec ma casquette, l'échevine de l'urbanisme, je peux aussi vous assurer sur le fait que l'imperméabilisation et la densification des intérieurs d'îlot est aussi une question que nous suivons de près lors des demandes de permis d'urbanisme. Et enfin, là je vais répondre pour, madame Nekhoul qui n'est pas là concernant les avaloirs, On a effectivement eu des problèmes avec l'hydrocureuse qui sert à déboucher les avaloirs il y a quelques mois, et on avait un manque de personnel disponible parce qu'il faut un certain permis poids lourd pour conduire l'hydro-cureuse. La personne qui devait était malade. On a récupéré au niveau personnel maintenant sept ans. Or ça fait déjà plusieurs mois que l'hydro-cureuse tourne. On fait plus ou -10 à 20 dollars par jour dans la commune et donc le problème de avaloirs bouché est résolu. Donc l'hydro-cureuse est à nouveau opérationnel. Et quand l'hydro-cureuse ne suffit pas, c'est le service des espaces publics chez moi, là, qui intervient, notamment avec des barres à mine pour qui, si c'est vraiment bouché, parfois avec du béton ou des choses comme ça pour déboucher les avaloirs.

Et si encore ça ne fonctionne pas, alors c'est Viva quoi qui intervient. Parce que parfois c'est aussi un problème avec l'égout en dessous. Et donc la manière dont on monitore, c'est que chaque fois que des gardiens de la paix, que le service espace public ou service propreté ou des citoyens constatent, c'est directement dans Fix My Street et on les traite avaloirs bouchés par avaloirs bouchés et on va relancer prochainement les opérations eu quartier propre et là chaque quartier va faire un an faire le tour de tous les avaloirs du quartier pour que ce soit vérifié qu'il ne soit pas bouché. Voilà ce que je pouvais répondre à vos questions.

Mme la Présidente: Merci beaucoup Madame. En ville. Madame, s'il vous reste une minute. Oui.

Mme Laurence Chin: Non, mais je viendrai. Il y a des trucs que je n'ai pas bien compris, notamment sur les alternatives à ces fausses végétalisées là. Est-ce qu'il y en a ou il n'y en a pas ? C'est un problème de coût. Pour que ce soit quand même perméable. C'était ça la question. Mais on sait ce que c'est les voiries stockant ou les voiries drainantes. Et donc ça, c'est une technique qui est utilisée en plus des nous qu'on appelle aussi jardin de pluie, notamment avenue du Parc, rue Moris, à la barrière qu'on va utiliser aussi place Van Meenen et sur l'avenue Demeur et rue Vanderschrick aussi.

Mme la Présidente: Ok, merci. Merci beaucoup.

Question 4

Mvr. de Voorzitster: Donc on peut passer à la quatrième question. De vierde vraag die van mevrouw Anna Milojkowic.

Mvr. Anna Milojkowic: Enkele burgers hebben ons gecontacteerd aangaande de dienstverlening bij de dienst Bevolking van het gemeentehuis van Sint-Gillis. Om te beginnen met een concreet voorbeeld. Op vrijdagochtend 23 mei diende een burger zich om 10.40u aan op het gemeentehuis. Zonder afspraak, want voor het ophalen van documenten is het niet mogelijk om een afspraak te maken op voorhand. En dus daar stonden al honderden mensen te wachten bij de dienst bevolking. En dus, net als vele anderen werd ze die ochtend geweigerd en werd haar aangeraden om op een andere dag om 7.40u 'ochtends terug te komen om zeker te zijn van een ticket. Nochtans staat er op de website van de gemeente dat de openingstijden tijden van 8.00u tot 12.00u zijn en dat je eigenlijk tot 11.40u nog een ticket kunt bemachtigen. Daarom enkele vragen. Dus hoe vaak komt een dergelijke over bevraging voor? Hoeveel mensen werden er in de maand mei naar huis gestuurd terwijl ze zich wel tijdens de openingsuren aandienden? Welke diensten worden geraakt door dergelijke over bevraging? Welke soort aanvragen en documenten worden hierdoor getroffen? En dan natuurlijk wat stelt het gemeentebestuur voor om dit probleem aan te pakken en om de dienstverlening van het gemeentehuis te verbeteren? Alvast bedankt voor uw antwoord.

Mvr. de Voorzitster: Dank u wel. Monsieur Ahruil ?

M. Said Ahruil: Excusez-moi. Merci en tout cas pour vos questions. Je vais vous répondre en français. Mon néerlandais est un peu périmé, mais je tiens à disposition les projets de réponse dans les deux langues si vous le souhaitez. Donc, depuis le 12 mai 2025, la commune propose aux citoyens un nouveau système de distribution de tickets pour être servis. Ceci pour répondre à une de leurs attentes. Précédemment et depuis le Covid, nombre de démarches se faisaient uniquement sur rendez-vous, contre quelques-unes sans rendez-vous, dont les retraits des documents d'identité. Ce système, principalement sur rendez-vous, avait aussi ses défauts. Il fallait parfois attendre de 3 à 5 semaines pour avoir une plage horaire disponible. L'avantage était qu'il n'y avait pas ou peu de délai d'attente dans les files. Le système mis en place permet la prise de rendez-vous pour des démarches, mais aussi de venir sans rendez-vous, ce qui réduit le délai d'attente pour l'accès aux services dans le cadre d'une commande. L'inconvénient a été montré avec ces longues files de plus ou moins 150 personnes en même temps dans les salles d'attente, contre 50 auparavant. Nous ne pouvons nier que le succès des démarches sans rendez-vous a dépassé les attentes des gestionnaires du projet. Il faut aussi comparer avec les autres communes où un tel système de distribution de tickets existe et ne présente plus autant d'inconvénients. Mais tout nouveau projet s'expose à des aléas, des bugs et demande à être amélioré. Pour revenir à la question précise pour le vendredi, en effet, il est arrivé de refuser certaines personnes car le délai d'attente dépassait 2 h pour certaines démarches.

Par respect pour ces personnes, il leur a été proposé de revenir le lendemain ou un autre jour afin de ne pas avoir des délais d'attente aussi long, même pour des démarches qui semblent prendre peu de temps, comme le retrait de documents, bien que le guichet ouvre à 8 h. La distribution des tickets débute à 7 h 45, et il est donc logique d'avoir proposé à cette dernière de revenir sur ce créneau horaire. Le site internet de notre commune indique que les horaires d'ouverture sont de 8 h à 12 h et que l'on peut prendre un ticket jusqu'à 11 h 40. Il était en effet indiqué sur le site que les tickets seraient disponibles jusqu'à 11 h 40. Mais il y a une remarque supplémentaire qui signale que la distribution de tickets peut être arrêtée en cas d'affluence exceptionnelle, ce qui était le cas. Cet horaire avait été estimé par rapport à une affluence habituelle de 200 à 250 personnes par jour pour tous les services du département population, séjour et état civil. Et dans ce calcul, il était aussi pris en compte les personnes ayant un rendez-vous mais ne se présentant pas plus ou moins 20 %. Nous sommes aujourd'hui à une moyenne de 425 tickets par jour gérés lors des journées avec permanences. Le nombre est près de 700 tickets gérés sur une seule journée.

Il faut avoir à l'esprit que derrière le terme ticket, il peut y avoir plusieurs personnes ou plusieurs démarches. A ce jour, nous répondons à près de 90% des tickets distribués. De plus, comme indiqué, les horaires d'ouverture de la commune sont de 8 h à 12 h du lundi au vendredi et de 15 h à 18 h le mardi. Dans le cadre de ce projet, le personnel a, depuis le 12 mai, dépassé largement ses horaires. Toute personne ayant un ticket et étant restée est servie par le personnel communal au-delà des horaires d'ouverture. Le travail dépasse souvent en moyenne 45 minutes les plages horaires prévues le matin tous les jours et plus d'une heure lors des permanences des mardis soir. la question : quelle est la fréquence d'une telle surpopulation ? Combien de personnes ont été renvoyés chez elles au mois de mai, alors qu'ils s'étaient présentés pendant les heures d'ouverture ? Cette sur-fréquence a débuté avec le nouveau système le 12 mai. Suite à la publicité qui a été faite, signalant que maintenant les démarches pouvaient être effectuées principalement sans rendez-vous, Mis à part certaines démarches, le nombre moyen de tickets distribués est de 425 par jour, dont les deux tiers rien que pour le service population, il y a un pic de 781 tickets le 27 mai en permanence et 66 le 22 mai. C'est le minimum et c'était un jour de grève. Malgré ça, on a maintenu un service minimum.

M. Said Ahruil: Le nombre de personnes refusées avant le délai de 11 h 40 est de, en moyenne 60 personnes pour le mois de mai, soit 1 %. Le service principalement atteint par ces délais d'attente est celui de la population qui représente près de 58 % des demandes. Dans ces demandes, on compte les permis de conduire, les cartes d'identité, les passeports autorisation parentale, les prises en charge et les cartes ID. Par rapport à l'année dernière, il y a une augmentation pour le même mois entre 2024 et 2025, de 36 % de demande de passeport, 30 % pour les démarches concernant les cartes d'identité et 10 % des démarches des permis de conduire. A noter que ces démarches demandent deux passages à l'hôtel de ville, un pour la commande et un second pour le retrait. A préciser aussi que cette augmentation a été réalisée avec trois jours d'ouverture en moins au public par rapport à 2024, soit 16 % de plages d'horaires en moins. Enfin, la question que propose l'administration ? Nous avons réadapté les messages sur les sites pour faire face à ces situations euh de saturation et d'image négative pour la commune. Et je ne retrouve plus ma dernière page, celle-là. C'est peut-être celle-là ? Euh oui, je vais la retrouver. Je m'excuse. Elle a disparu. En tout cas, voilà. Euh On va essayer de. Enfin, on ne va pas essayer. Il y a des formations qui sont prévues aussi pour le personnel, donc on essaie de rendre notre personnel polyvalent.

Il faut savoir qu'on a sept guichets qui sont disponibles pour ce genre de démarche. Donc, l'idée, c'est de communiquer encore plus au niveau de l'information, d'informer les citoyens, les citoyens qui peuvent aussi continuer à prendre des rendez-vous parce qu'on a beaucoup de gens qui continuent à prendre des rendez-vous, plutôt à venir sans rendez-vous, alors qu'il y a des possibilités pour atténuer. Il y a aussi pas mal, pas moins de seize démarches possibles réalisables sur le net. Donc là aussi, il faut continuer à inciter les gens à le faire. Et puis encore une fois, dans le cadre de l'information, il y a aussi beaucoup de personnes qui ont pris rendez-vous et malgré tout, ils viennent avant pour pouvoir être servis plus tôt. Donc, ce qui fait qu'on a aussi un afflux beaucoup plus important et on estime en tout cas on l'espère, dans les prochains jours, qu'on va estomper un petit peu le flux. On a une concentration de demandes et, une fois que va être résorbée, donc, logiquement, ça devrait aller de mieux pour nos services et il faut tenir. Enfin, il faut aussi savoir que, comme je le disais tout à l'heure, c'est notre personnel qui subit les premières pressions. Donc voilà, on a tout intérêt et pour le public et pour nos personnes de répondre à nouveau, c'est pour être efficace et améliorer nos services à la population. Voilà, j'espère avoir été complet et tiens les réponses à disposition.

Mvr. de Voorzitter: Merci Monsieur Ahruil.

M. Said Ahruil: Merci.

Mvr. de Voorzitter: Een minuut om te antwoorden.

Mvr. Anna Milojkovic: Dus. Bedankt voor uw antwoord. Ik denk dat we dat er stappen in de goede richting kunnen komen door ook creatief te zijn door bijvoorbeeld op de site ook te informeren wanneer dat drukste uren zijn in een week. Wanneer dat men best kan langskomen door misschien te proberen met een hybride systeem te werken waarbij dat mensen zowel online een afspraak kunnen maken als met de permanentie in de permanente uren kunnen komen. Maar natuurlijk hoop ik dat er oplossingen komen. En dan natuurlijk ja, enerzijds voor de burgers van Sint-Gillis die soms speciaal vrij nemen van hun werk of over oplossingen zoeken voor hun kinderen om dan weggestuurd te worden. Maar ik wil ook wel echt benadrukken dat het anderzijds ook echt voor het personeel van Sint-Gillis is en dat het ook net voor hen zou zijn dat de oplossingen belangrijk zijn omdat zij effectief degenen zijn die de overuren moeten doen. Dus voilà, ik hoop op oplossingen in het belang van iedereen. Die werkt of woont in Sint-Gillis. Dank u wel.

Mvr. de Voorzitster: Dank u wel

Mondelinge vraag van Mevrouw Suzanne Ryvers, Gemeenteraadslid, betreffende de sluiting van de Balder school

Mevrouw Suzanne Ryvers, Gemeenteraadslid – Groep Ecolo-Groen – Op 23 april 2025 melde de pers dat het derde leerjaar van school Balder, één van de drie Nederlandstalige scholen in onze gemeente in mei gaat sluiten van wegen een leraar tekort. En de betrokken ouders die waren een dag eerder geïnformeerd. Dit is uiteraard een drama voor de ouders. Veel van hen wonen en/of werken in de Zuidwijken en moeten nu noodgedwongen op zoek naar een andere school, soms veel verder weg met alle organisatorische vervolgen van dien. Om nog maar te zwijgen van kinderen die midden in het schooljaar van school moeten veranderen zonder dat ze per se afscheid hebben kunnen nemen van hun vriendjes. We zijn het van bewust dat het geen gemeenteschool is, dat de gemeente maar weinig bevoegdheden heeft om op te treden.

We hebben het natuurlijk wel over de kinderen van Sint-Gillis, onze toekomst, en daarom willen we wel enkele vragen stellen. De gemeente heeft geen Nederlandstalige gemeenteschool. Er zijn wel Franstalige gemeentescholen. Dus vragen wij ons af of er naar de beslissing om een derde school af te sluiten, extra verzoeken zijn geweest van ouders om hun kinderen in te schrijven in de Franstalige gemeentescholen aangezien veel van hun kinderen ook Franstalig zijn en zo ja hoeveel kinderen hebben een plaatje kunnen vinden in een Franstalige gemeenteschool. Via de schoolregeling heeft de gemeente contact genomen met de School Balder en ik vraag me af wat de gemeente nog kan doen in deze context. En tenslotte is de gemeente op de hoogte van aanvragen van de 2 andere Franstalige scholen en of verleningen, met andere woorden opnieuw terecht kunnen in een Nederlandstalige school in Sint-Gillis. Alvast bedankt voor uw antwoorden.

Mevrouw Salomez, Schepen – Groep Ecolo-Groen - Je vais peut-être céder la parole à ma collègue pour la première question et puis je répondrai à la deuxième et troisième question.

Mme Catherine François, Echevine – Lijst van de Burgemeester – Il y a eu 5 demandes. « Euh » le parent il n'y a pas de place dans l'enseignement actuellement et je voudrais aussi souligner que c'est un événement terriblement traumatique pour les enfants. Plus il y avait eu de la place dans l'enseignement communal, c'était traumatique parce qu'il y avait un changement de rôle linguistique en pleine année scolaire. Quand on dit pleine année scolaire, c'est à 3 mois de la fin de l'année scolaire et en plus un événement traumatisant pour les enfants parce qu'évidemment ils sont dispatchés comme ça in peu partout. Et donc nous on a renvoyé au secrétaire de l'école Balder et c'est ma collègue qui a évidemment géré tout ça mais il fallut avoir pouvoir prendre la classe entière et là on aurait pu espérer évidemment que les enfants puissent s'adapter en pleine année scolaire mais d'un point de vue pédagogique et psychologique c'est terriblement traumatisant pour les enfants. Je n'ai que ça à dire.

Mevrouw Salomez, Schepen – Groep Ecolo-Groen – Ja, ik deel ook uw bezorgdheid en ik deel ook heel wat dat mijn collega Madame François heeft gezegd. Ja, het sluiten van het derde leerjaar van de Balderschool dat een veertigtal leerlingen overtroffen heeft, is meer dan verschrikkelijk nieuws voor zowel de betrokken ouders als de kinderen. Kinderen die schrik hebben of ze in de nieuwe school nog nieuwe vriendjes en vriendinnetjes zullen kunnen maken, hun eigen vertrouwelijke omgeving moeten verlaten. Alsook ouders die zich in alle onzekerheid in bochten moeten wringen om een nieuwe school te vinden, vaak veel verder dan huis en soms noodgedwongen hun werk moeten onderbreken. De manier waarop hierop werd gereageerd door sommige politici, liet ook sporen na. Kinderen kunnen en mogen nooit gevisieerd. Het gaat inderdaad niet om een gemeentelijke school, maar het spreekt voor zich dat wij via de Brede school er alles aan doen om de school zo goed mogelijk te ondersteunen deze bijzonder moeilijke omstandigheden. Zo werken wij momenteel met atelier LEON voor de leerlingen van het vijfde leerjaar van de Balderschool. Dit gaat door op dinsdagen in Pianofabriek, en wordt zowel door de leerlingen als atelier LEON zelf als heel positief ervaren. Ik maak van deze gelegenheid ook graag gebruik om atelier LEON te bedanken, die zelf de leerlingen begeleidt van de Engelandstraat tot de Pianofabriek, juist omwille van het nijpende

lerarentekort. Enkel het derde leerjaar mag dan officieel gesloten zijn, ook de andere leerjaren kampen jammer genoeg met een lerarentekort. Daarnaast stellen wij financiële middelen ter beschikking vanuit de Brede school voor het toegankelijk maken van het braakliggende terrein naast de Balderschool in de Merodestraat. Dit moet toelaten om tijdelijk in een bijkomend speelterrein te voorzien voor de kinderen – vooraleer de daar de eerste gemeentelijke Nederlandstalige crèche wordt gebouwd. Nu beschikken de kinderen enkel over een heel klein 100% gebetonneerd terrein om te ravotten. Bedankt aan mijn collega-schepenen Catherine Morenville en Willem Stevens voor de implicatie van de groendienst en dienst stedelijke herwaardering in de praktische uitwerking hiervan. Verder blijven wij uiteraard bekijken met de Balderschool wat we kunnen doen om steun te bieden, via de bib of andere activiteiten. Wat de andere twee Nederlandstalige scholen betreft, de Sint-Gillisschool en de Bron: omwille van het feit dat het tevens geen gemeentelijke scholen zijn, hebben wij geen direct zicht hierop. Ik sprak meermaals met getroffen ouders, alsook de directrice van de Balder. En op basis hiervan kan ik meegeven dat twee kinderen een plekje vonden in de Bron. Volgens mijn informatie verhuisden er geen kinderen naar de Sint-Gillisschool, maar zal dat wel het geval zijn vanaf september. Ook belangrijk om mee te geven, is dat er nog steeds een “restklas” bestaat in de Balder. Dat gaat eigenlijk om een kleine groep kinderen die nog geen plek vonden of waar dat de plek niet werkbaar was voor het kind en/of de ouders. Zo keerde één kind voor zijn mentaal welbevinden terug naar de Balder omdat de aanpassing in de nieuwe school te moeilijk verliep. Bijzonder triest, en een illustratie van de schrijnende situatie. Om met een positieve noot af te sluiten: vanuit de Brede School steunen we de Balderschool en zullen we dit blijven doen, rekening houdend met hun moeilijke werkomstandigheden. En ik kan misschien ook aan toe voegen: ik ben ook zelf gaan meehelpen binnen het kuisen van het terrein en ik was heel “hoe zal ik het zeggen” en ik was heel geëmotioneerd door de wille van de mensen uit de buurt die effectief mee zijn gaan helpen en wou ik vandaag in de verf zetten, ook bravo voor de buurt.

Lesia Radelicki, présidente

Dank u wel. Wil je even antwoorden?

Mevrouw Suzanne Ryvers, Gemeenteraadslid – Groep Ecolo-Groen: Dank u wel voor de antwoorden. Ja inderdaad heel heel fijn. Ik vind het wel belangrijk dat onze gemeente zich inzet voor al allerlei inwoners zelfs als ze naar de gemeenteschool gaan of niet. Dus doen we ook wel een voorstel in Sint-Gillis dat we doen wat we kunnen met de middelen en bevoegdheden die we hebben. Dank u wel.

Lesia Radelicki, president: Dank u wel en dat brengt ons op het einde van deze openbare zitting.